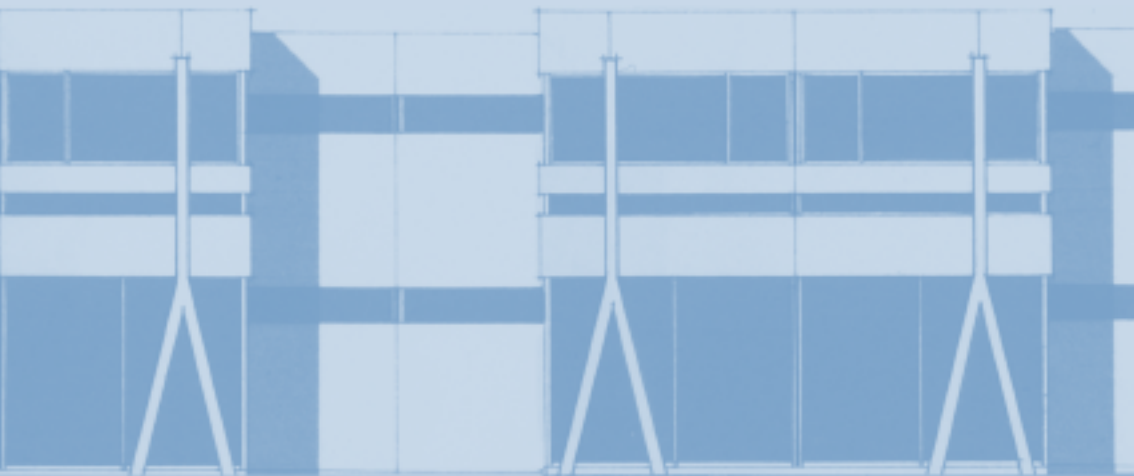


archives patrimoine

**Parcours d'architecture N°10**



dimanche 29 janvier 2006

## L'AUA à Pantin, une architecture militante

Des bonnes œuvres aux acquis sociaux



Couverture : plan de façade du groupe scolaire primaire de Jacques Kalisz et Jean Perrottet sur laquelle se détache les poteaux poutres en « Y inversé ».

Intérieur de couverture : visite du chantier de la bibliothèque en février 1971, de gauche à droite, les architectes Jacques Kalisz, Jean Perrottet et le maire Fernand Lainat.

**L'**Atelier d'Urbanisme et d'Architecture (AUA) a eu un rôle fondamental dans la redéfinition du visage de Pantin entre la fin des années 50 et le début des années 70. Véritable laboratoire architectural, son rôle essentiel fut de renouveler les grands éléments urbains de la ville, et de contribuer à lui donner une image moderne. Cette politique ne peut être comprise qu'en repérant les sensibilités communes des architectes et des hommes politiques qui partagèrent une même vision d'une ville ancrée dans son époque. L'impulsion de Jean Lolive fut à cet égard déterminante, et nous rappelle que sans vision, il n'est pas de vraie politique urbaine.

Il s'agissait alors de sortir la ville de la «*faubourisation*» parisienne et de lui conférer une identité urbaine propre et dynamique, en tenant compte des différents besoins de la population auxquels devait répondre une architecture fonctionnelle. Associant béton et structures métalliques, briques et verre pour l'essentiel des matériaux, cette architecture s'inspirant souvent du brutalisme, a eu des résultats inégaux. Aux portes de Pantin, l'ilôt 27 qui est une de ses réalisations et particulièrement l'édifice de logements en briques, trop massif ou encore le centre administratif eurent du mal à faire vivre la complexité programmatique de leur projet et furent assez vite mal-aimés et aujourd'hui encore décriés. D'autres comme le groupe scolaire Édouard Vaillant/Jean Lolive ou encore la bibliothèque Elsa Triolet dans le parc Stalingrad s'attachèrent à mettre en œuvre des principes précurseurs en matière de démocratisation de la culture ou de réorganisation pédagogique. Certains, réhabilités comme le centre administratif, qui accueille à présent le CND, ont ainsi pu trouver leur place dans le paysage urbain.

Ce parcours d'architecture vous présente les différentes réalisations de l'atelier dans leur contexte. Soucieux de placer l'habitant au centre du dispositif urbain, elles se voulaient porteuses d'un nouveau vivre-ensemble, qui est aujourd'hui au cœur des préoccupations de notre municipalité. Ces bâtiments symboliques d'une époque caractérisent Pantin. Il font partie de notre passé.

Aujourd'hui, pour que notre ville soit plus solidaire, et tout simplement plus humaine, l'architecture doit tenir compte d'aspirations et de techniques nouvelles. Mais elle ne peut le faire correctement qu'en comprenant et assumant son patrimoine qui est un bien commun.

**Nathalie Berlu**  
adjointe au maire  
déléguée à la Culture  
et à la Communication

# AUA

BAGNOLET, 17 Juillet 1974

**ATELIER D'URBANISME  
ET D'ARCHITECTURE**

société civile coopérative

PAUL GEMETOV  
JEAN GÉRACHE  
GÉORGES LOISEAU  
JEAN PERROTTET  
JEAN THIBEL  
VALENTIN FABRE  
architectes

MICHEL COPAJAUD  
ENRIQUE CIRIAMI  
BORJA G. HURDODORO  
architectes paysagistes

JACQUES BERGE  
ANNE THIBEL  
designers

LOUIS PETROCCHI  
ingénieur chimiste

PIERRE ARFO  
ingénieur économiste

JACQUES ALLÈGRE  
JEAN FRANÇOIS PARENT  
MICHEL STEINBACH  
urbanistes

11 rue Victor Hugo  
93170 BAGNOLET  
téléphone :  
868 10 20

Monsieur Guy LEGER  
Maire-Adjoint  
de la Ville de  
PANTIN - 93500

Monsieur le Maire,

Je vous adresse un exemplaire de l'étude de la Place de l'Eglise et du Parc de Stationnement d'Intérêt Régional de PANTIN.

Par rapport au premier document que vous avez eu en votre possession, nous avons essayé de pousser l'étude en tenant compte des remarques que vous aviez formulées.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire l'expression de mes sentiments distingués.

Paul GEMETOV

Parc de Stationnement  
d'Intérêt Régional

à PANTIN

PC/LB

Copie Madame Liliane LEVY

23/7  
Aucune observation  
que pour ZAC Ouzeg  
à voir au CU de  
10-Septembre  
Voir avec Guy Leger  
après 15 Août.

Le sigle et le cartouche de l'AUA en 1974. Ce courrier aborde le projet de parking d'intérêt régional, prévu entre la place de l'église et le canal qui avait déjà été porté par Denis Honegger, et échoue avec la crise économique des années soixante-dix.

## Parcours d'architecture

### **Benoît Pouvreau**

*Historien de l'architecture,  
chargé d'étude au bureau du patrimoine  
de Seine Saint-Denis.*

## **L'AUA à Pantin, une architecture militante**

**S**i l'Atelier d'Urbanisme et d'Architecture, l'AUA, et le communisme municipal sont étroitement associés, ce lien ne saurait se résumer à une convergence politique. Élus locaux et architectes partagent également l'ambition de faire accéder la banlieue au « droit à la ville ». Plus largement, ces maires qui revendiquent leur prise d'autonomie par rapport à Paris s'enhardissent auprès de jeunes architectes qui, au-delà de leurs compétences, apportent leur originalité et l'estime dont ils bénéficient dans la profession. Très tôt salué par la critique, l'AUA s'affirme comme une des seules sources du renouveau architectural français des années soixante, aux côtés de l'Atelier de Montrouge.

Vigneux, La Courneuve, Romainville, Aubervilliers, Orly, Saint-Ouen, entre autres en région parisienne mais aussi Vienne ou Grenoble, en Isère, bénéficient grâce à l'aura de l'AUA d'un autre regard que celui alors porté sur les villes de banlieue et de province. Pantin ne se distingue pas des autres communes fortement marquées par la confiance de ses élus à l'égard des membres de l'AUA. Ce qui singularise Pantin c'est la qualité et la précocité des relations nouées avec Jean Lolive, qui ne lui survivront d'ailleurs que très partiellement, mais aussi le nombre et la diversité des membres de l'AUA qui y ont travaillé. Certains d'entre eux, dont des pantinois, ont pu y édifier des équipements et des logements pendant plus de trente ans.

Syndicaliste CGT dans le Bâtiment avant-guerre, Jean Lolive a adhéré au PCF en 1937. Résistant, déporté, candidat communiste à la mairie de Pantin dès 1945, il crée la surprise en 1953 en étant élu premier adjoint de Louis Collavéri, maire socialiste. En novembre 1958, il devient député de la circonscription de Pantin, Le Pré-Saint-Gervais, Les Lilas, Bagnolet, alors que ces élections se révèlent catastrophiques pour le PCF au niveau national. Fort de ce succès et d'une bonne implantation locale, Jean Lolive est élu maire de Pantin en mars 1959. Pantin est alors une ville traditionnellement acquise aux socialistes, profondément marquée par les mandatures de Charles Auray, maire de 1919 à 1938, grande figure du socialisme municipal de l'entre-deux-guerres<sup>1</sup>. Malgré une campagne électorale relativement violente entre socialistes et communistes en ces temps de Guerre froide, Jean Lolive n'entend pas mener une politique en rupture avec celle de ses prédécesseurs.

Rassurant, il rallie bientôt les autres partis de gauche à ses choix et poursuit ainsi une politique ambitieuse d'équipement de la commune<sup>2</sup>. Dans ce but, il cherche à s'entourer de personnes compétentes. En septième position sur la liste du PCF, Michel Steinebach est élu conseiller municipal. Étudiant à l'Institut d'urbanisme de Paris et au CNAM, il est tout naturellement nommé délégué à l'urbanisme par Jean Lolive.

Pantinois, issu d'un milieu modeste, Michel Steinebach travaille en agence pour payer ses études. Chez l'architecte Genuys, il prend part à des chantiers de la reconstruction en Moselle, aux côtés de Jacques Kalisz, Paul Chemetov, Jean Deroche et Jean Renaudie. Il sympathise particulièrement avec Kalisz, lui aussi pantinois, chef d'agence chez Genuys. Kalisz lui présente Jean Perrottet. Tous deux se sont rencontrés dans l'atelier d'architecture de Remondet, à l'école des Beaux-Arts.



AM Pantin 3/f15201

Diplômé en 1957, Perrottet vit quelques mois à Pantin après avoir épousé une pantinoise et travaille chez Guy Lagneau. Il participe ainsi, avec Michel Weill et Jean Dimitrijevic, à la réalisation des logements des Buffets à Fontenay-aux-Roses, qui font bientôt référence. Liés d'amitié, Michel Steinebach, Jacques Kalisz et Jean Perrottet partagent également un engagement politique important au sein du mouvement communiste français, soit à l'Union des étudiants communistes, soit au parti. Membre actif de la section pantinoise du PCF, Steinebach rencontre Jean Lolive dès le début des années cinquante. De leur côté, via leurs proches, Kalisz et Perrottet lui sont présentés dès 1957<sup>3</sup>.

La nouvelle équipe municipale se met tout de suite au travail et engage notamment de nouvelles acquisitions foncières dans le quartier Hoche (rue Eugène et Marie-Louise Cornet, rue du Congo) mais aussi rue Jules-Jaslin. Par ailleurs, la rénovation urbaine autour du quartier de l'église se poursuit. Engagée dès 1950, mêlant aménagement et construction d'équipements et de logements, cette ambitieuse rénovation est dirigée par l'architecte suisse Denis Honegger, l'office d'HLM municipal en est le principal opérateur. En 1959, le commissariat à la Reconstruction et à l'Urbanisme de la Région parisienne demande au conseil municipal de Pantin de désigner un cabinet d'études pour superviser la seconde tranche de la rénovation urbaine, substantiellement élargie. Michel Steinebach travaille depuis peu au sein du Cabinet d'études techniques d'architecture et de construction (CETAC) que dirige l'architecte et ingénieur René Sarger<sup>4</sup>. Outre des chantiers prestigieux (église N.D. de Royan, basilique d'Alger, pavillon de France à l'Exposition universelle de Bruxelles, Maison de la Culture du Havre), le CETAC est particulièrement actif en matière de

rénovation urbaine, récemment réformée par le décret de 1958 créant également les zones à urbaniser en priorité, les ZUP. Ce bureau d'études réalise pour les villes qui le mandatent les documents d'urbanisme et les enquêtes nécessaires.

En juin 1959, il est choisi pour l'étude du plan d'urbanisme par le conseil municipal de Pantin. Sont également nommés pour cette mission les architectes et urbanistes Jean Perrottet et Jacques Kalisz<sup>5</sup>.

Dans la foulée, Kalisz et Perrottet se voient confier par le conseil municipal du 29 juillet 1959 l'étude d'un projet d'équipement du stade municipal Charles Auray. Pour coordonner tous ces projets, Michel Steinebach constitue un bureau du Plan municipal.



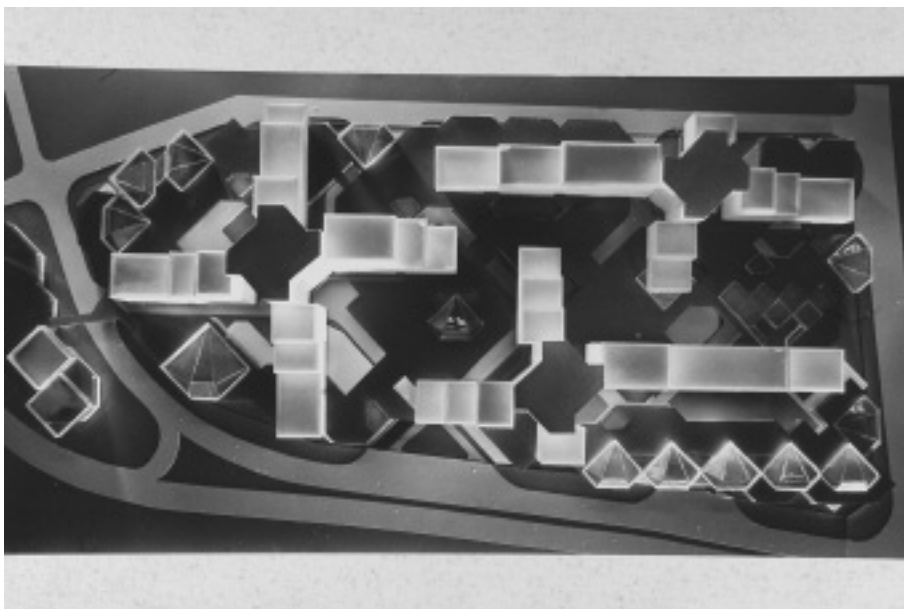
AM Pantin 3f11265

La bibliothèque Elsa Triolet en 1971, en cours d'achèvement.

## Fondation de l'AUA

Au sein du CETAC, Michel Steinebach retrouve Paul Chemetov et fait la connaissance de Jacques Allégret, urbaniste comme lui. Celui-ci a, par ailleurs, fondé la coopérative d'études foncières (COPEF) en 1955. Via cette coopérative, Allégret mène des enquêtes dans le cadre de la rénovation urbaine. C'est peut-être la pluridisciplinarité et l'émulation régnant au CETAC (qui compte aussi des sociologues) qui donne l'idée à Jacques Allégret de créer une structure comparable mais plus élargie et sous la forme d'une coopérative ouvrière, comme la COPEF. Allégret quitte alors l'agence Sarger pour se consacrer à la COPEF. Il a aussi en tête ce projet d'atelier pluridisciplinaire réunissant architectes et urbanistes mais aussi ingénieurs, géographes, sociologues pour répondre autrement que par des grands ensembles à la croissance urbaine en plein boom.

Allégret s'installe d'abord rue Bailly où il est vite rejoint par Perrottet puis Kalisz. Ils déménagent dans une ancienne imprimerie, cité Champagne dans le XX<sup>e</sup> arrondissement de Paris. En 1960, ils fondent l'Atelier d'Urbanisme et d'Architecture, l'AUA, et sont bientôt rejoints par Michel Steinebach, Jacques Berce, Valentin Fabre, décorateurs, Jean Tribel, Georges Loiseau, architectes, Richard Slama, ingénieur. Paul Chemetov puis Jean Deroche et Annie Tribel, décoratrice, se joignent à eux en 1961 et 1962. Jacques Kalisz entre officiellement à l'AUA en 1963. Annick Dottelonde, sociologue, Mirolav Kostanjevac, ingénieur, tous deux rencontrés au CETAC, Jacques Simon, paysagiste, Max Soumagnac et Paul Foujino, plasticiens, collaborent ponctuellement à la coopérative pluridisciplinaire et participent parfois aux réunions collectives du samedi matin, moment d'échanges et de convivialité.



IFA 193





La cour de l'école maternelle dans les années quatre-vingt.

Michel Corajoud, paysagiste, Christian Devillers, Henri Ciriani, Borja Huidobro, architectes, Jean-François Parent, urbaniste, Pierre Arro et Louis Petrocchi, ingénieurs, entrent à l'AUA dans la deuxième moitié de la décennie<sup>6</sup>. Sous le sigle AUA se forment de nombreux duos et associations diverses, modulables mais finalement souvent stables.

Soutenu notamment par Jean Nicolas, architecte et membre influent du PCF, l'AUA va dès 1960 réaliser ses premiers travaux en « banlieue rouge », à Vigneux, Romainville, La Courneuve<sup>7</sup>. Marginal, l'Atelier d'Urbanisme et d'Architecture tranche avec la pratique dominante des architectes prix de Rome qui, à la tête de grosses agences, produisent et reproduisent une architecture souvent sans véritable qualité. Contestant politiquement, mais aussi pratiquement, le système de la commande et de la production architecturale et sa segmentation (bureaux d'études et entreprises concurrençant les architectes), l'AUA s'impose aussi par son style en renouvelant une modernité galvaudée par la production de masse. Marqué par le brutalisme mais féru d'innovation technique, l'AUA excelle dans le paradoxe : il monumentalise le logement social, démocratise les bibliothèques, ouvre les écoles. Même en terme de programme, l'AUA invente en imposant la mixité, en multipliant les fonctions.

À Pantin, le secteur de la rénovation urbaine est étendu de façon à prendre en compte la construction du périphérique provoquant l'élargissement de la route nationale 3. Les travaux et enquêtes menés par le CETAC s'achèvent fin 1961 et permettent d'envisager les expropriations. Afin de poursuivre ces travaux, l'étude du plan d'urbanisme de détail est confiée à Paul Chemetov par le Service d'aménagement de la région parisienne. Approuvée par le conseil municipal du premier février 1962, cette désignation fait l'objet d'une convention. De la même façon et ce même jour, Jean Perrottet, qui vient d'achever avec Jacques Kalisz les tribunes couvertes du stade Charles Auray, est nommé pour réaliser l'étude du plan de masse du quartier dit de la porte de Pantin. Progressivement, Jean Lolive a noué de véritables rapports de confiance avec les architectes que lui a recommandé Michel Steinebach trois ans plus tôt. Il leur confie alors les équipements promis lors de sa campagne électorale.



Elsa Triolet en 2005, les poteaux porteurs éléments de décoration.

## Le centre administratif, Jacques Kalisz, 1973

C'est vraisemblablement au cours de l'année 1962 que Jean Lolive demande à Jacques Kalisz de concevoir le projet de centre administratif. Non diplômé car peu présent à l'école en raison de ses responsabilités dans l'agence Genuys, Kalisz y voit l'occasion de présenter un projet digne d'un diplôme de l'école des Beaux-Arts. Jean Perrottet le soutient dans ce dessein et s'engage à signer le permis de construire si Kalisz n'est pas encore diplômé lors du lancement du chantier.

Ce projet de centre administratif est déjà ancien. Il apparaît dès 1938 sous la municipalité socialiste d'Henri Labeyrie. Il doit se situer à proximité de la mairie et accueillir, outre des services municipaux déconcentrés, la poste centrale,

le commissariat de police, la « maison du peuple pour les syndicats », des salles des fêtes et de diverses sociétés (Anciens combattants...) mais aussi les pompes funèbres, la caserne des pompiers, le foyer des jeunes, la bibliothèque, les bureaux de l'administration des impôts et des assurances sociales et, enfin, en sous-sol, un abri de la défense passive. Inspiré de « projets ou réalisations identiques dans des communes de banlieue appartenant au rassemblement du Front populaire », ce projet « serait facilement rentable par le loyer perçu des différents services administratifs et par la location des salles de réunions »<sup>8</sup>. Mis en sommeil pendant la guerre, le futur centre administratif n'est relancé qu'en juillet 1958 par la municipalité Collavéri qui engage la procédure d'acquisition des terrains, vote l'emprunt et conserve la complexité programmatique du projet.



AM Pantin 3fr466



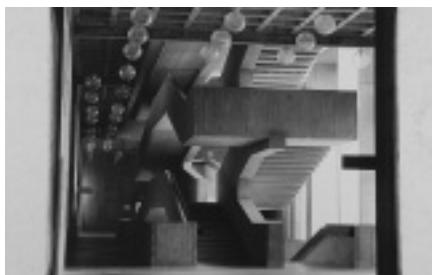
Les fers à béton du centre administratif en cours de construction.

L'implantation du centre est choisie, exigeant trois expropriations qui n'aboutissent qu'au cours de l'année 1962. Le terrain désormais disponible est situé près de la mairie et borde le canal de l'Ourcq, quai de l'Aisne et rue Victor Hugo. Il s'inscrit ainsi dans une volonté ancienne de la commune de créer une centralité autour de la mairie dans une ville désarticulée et morcelée par des infrastructures de transports et de nombreuses usines.

Élu maire, Jean Lolive porte à son tour ce projet et entame les négociations avec les administrations pressenties. Dans 20 000 m<sup>2</sup>, Kalisz doit réaliser le tour de force d'installer la Sécurité sociale, la Bourse du travail, les services des Impôts, de l'Inspection du Travail et de la Main d'œuvre, de l'Orienta- tion professionnelle, le Commissariat de police, le Tribunal d'instance, la Compagnie des eaux et les locaux de vérification des Poids et mesures, ainsi que des services municipaux et le restaurant pour les personnels administratifs. L'architecte débute alors la définition détaillée des programmes avec chacune des administrations.

Parallèlement, Kalisz fait le choix d'occuper quasiment la totalité d'un terrain tout en longueur et dessine un bâtiment de près de 175 m de long sur six niveaux, dont l'imposante terrasse renforce encore l'horizontalité. Celle-ci est cependant équilibrée par la verticalité monumentale d'une « série de signes symboliques d'inspiration aztèque », abstraits et sculpturaux, formant parfois loggias, identifiant la présence de chacun des grands services (tribunal, commissariat, bourse du travail, sécurité sociale)<sup>9</sup>.

Fortement présent, le verre est cependant souvent en second plan et régulièrement enchâssé dans des meneaux de béton qui donnent une dimension très plastique au bâtiment. Outre des « canons à lumière » et l'important patio du tribunal, le grand hall d'entrée est particulièrement lumineux. Il abrite un impressionnant escalier à double circulation au cœur de l'édifice qui dessert les six niveaux. Pour cet édifice public, Jacques Kalisz affirme en mai 1964 vouloir « retrouver un caractère monumental débarrassé de son aspect académique »<sup>10</sup>. Grâce à la confiance que lui témoigne le maire, Kalisz y parvient sans peine et crée un ensemble unique, entre la cité administrative et la maison du peuple, donnant au béton brut une officialité nouvelle. D'inspiration ouvertement « néo-brutaliste », croisant Le Corbusier et Louis Kahn, Kalisz donne à l'AUA une de ses réalisations marquantes, illustrant avec force l'une de leurs orientations stylistiques majeures.



Un des paliers du grand hall dans son état initial.



Le centre administratif côté bourse du travail.

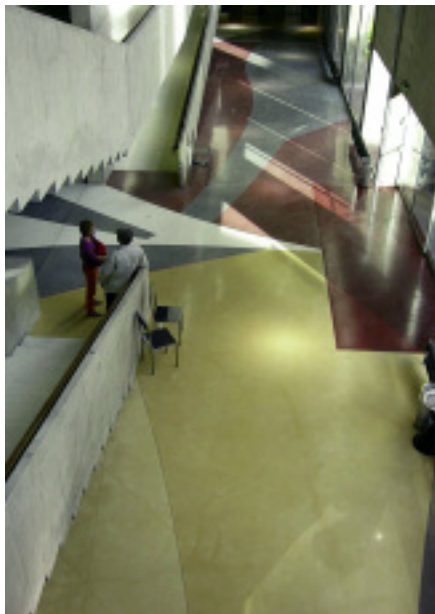
La seule maquette du centre administratif suffit alors à son aura : à l'article paru dans *Techniques et architecture* dès mai 1964 s'ajoute la présentation du projet dans une exposition à l'Union centrale des Arts décoratifs durant l'été 1965, peu après la pose de la première pierre, le 6 mars. Intitulée « Architecture française de recherche », cette exposition d'ampleur nationale confère une véritable reconnaissance au centre administratif de Pantin qui y figure avec les travaux de Claude Parent et de Paul Virilio d'Architecture Principe (l'église Sainte Bernadette de Nevers, alors en chantier) ou de Jean-Claude Bernard avec son « étude pour une ville totale ». La même année l'AUA partage avec l'Atelier de Montrouge et l'Atelier de Bordeaux le grand prix d'architecture du Cercle d'études architecturales, composé de maîtres d'ouvrage et maîtres d'œuvre.

Le centre administratif est alors dans une phase d'études approfondies qui durera plus de quatre ans.

Aux côtés des ingénieurs Miroslav Kostanjevac et Richard Slama, Kalisz met au point le moindre détail, comme en témoignent les plans et le cahier de prescriptions techniques. Il accorde une attention toute particulière à la mise en œuvre du béton puisque l'édifice présente la caractéristique de recourir au béton brut, à l'intérieur comme à l'extérieur, « présentant de ce fait une étonnante unicité du matériau », comme le souligne Jacques Lucan<sup>11</sup>. Si la structure de l'édifice est relativement simple, le béton apparent exige une grande qualité de l'agrégat et un rapport sable / gravillon établi en laboratoire. Outre l'aspect esthétique, cette préoccupation est aussi technique puisque certains éléments sont de faible épaisseur. Par ailleurs, les motifs de façade ou les planchers à caisson nécessitent une exécution très soignée et des coffrages sophistiqués, en bois mais aussi en métal pour les parties les plus complexes.



Sur le toit, les « canons à lumière », aujourd'hui disparus.



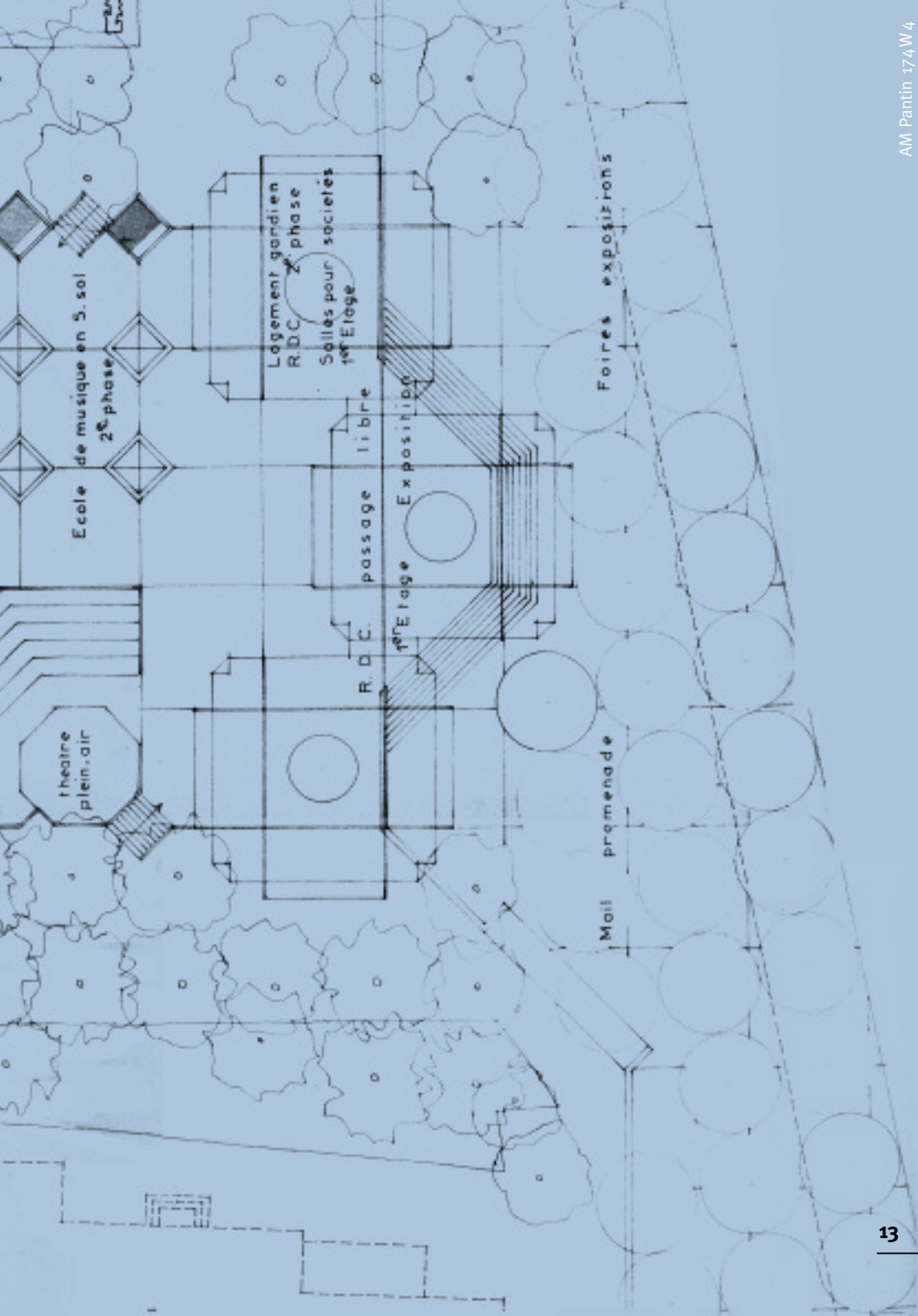
Les sols réhabilités de l'artiste Till qui introduit la couleur avec cette composition abstraite.

Enfin, de nombreux murs intérieurs, notamment dans le hall et dans certaines très grandes salles, sont ornés de dessins abstraits de Kalisz tandis qu'au sol, le sculpteur Till, fait courir des lignes courbes avec un granito polychrome du haut en bas de l'édifice. Jean Lolive meurt en septembre 1968 alors que le chantier est enfin lancé. Le centre administratif est totalement achevé à l'automne 1972 et inauguré fin janvier 1973. Au fil des ans, différents services jugent leurs locaux peu adaptés et certaines administrations quittent le bâtiment pour prendre leur autonomie. Après avoir vu les départs se multiplier, le bâtiment relativement mal-aimé de la population est finalement désaffecté au cours des années quatre-vingt-dix. En 1999, il est cédé au ministère de la Culture pour devenir le Centre national de la danse qui ouvre ses portes en juin 2004 après avoir été remarquablement réhabilité par les architectes Antoinette Robain et Claire Guieysse.



La maquette du centre administratif, conçue dès 1964.





## Le groupe scolaire Jean Lolive/Édouard Vaillant, Jean Perrottet et Jacques Kalisz, 1971

Vœu ancien de la municipalité, ce groupe scolaire figure dans le programme du candidat Jean Lolive aux élections municipales de mars 1959. Il s'engage ainsi à « pousser l'étude et la mise en route du groupe scolaire avenue Édouard Vaillant <sup>12</sup> ». Ce groupe scolaire doit venir en appui de celui créé en 1876 rue Thiers (actuelle rue Condorcet). Industriel et populaire, le quartier reste en effet globalement sous-équipé. Très dense, il pose une fois de plus un problème foncier à la ville, contrainte de fait à la rénovation urbaine. En 1956, la municipalité annonce sa volonté d'acquérir le terrain de la Manufacture d'allumettes de l'État, devenue magasin général dès 1931. En 1957-1958, la ville peut installer onze classes provisoires dans ces locaux en attendant l'acquisition qui aboutit en 1961.

Au cours de l'année 1964, le projet entre dans une phase active et Jean Lolive confie à Jean Perrottet et Jacques Kalisz la réalisation d'une école maternelle, d'une école primaire et d'un collège. En préalable, les architectes se proposent de mener une démarche expérimentale, en concertation avec le ministère de l'Éducation nationale et la municipalité.

Kalisz et Perrottet engagent ainsi en 1965 une enquête auprès de divers spécialistes de l'enseignement pour évaluer les limites des projets types et autres « modèles » dans un contexte de production massive de groupes scolaires qui tend à standardiser et figer les typologies. L'enquête rend compte de différentes orientations visant une réorganisation pédagogique et en tire les conséquences architecturales. Leurs conclusions sont bien accueillies par l'inspecteur général du Second degré et l'ingénieur en chef de l'Éducation nationale ainsi que par la Ville de Pantin.



IFA 176



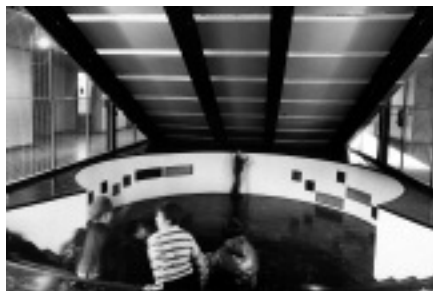


Au premier plan, l'école maternelle, au second plan, à droite, l'école primaire, à gauche, le réfectoire puis les logements de fonction, au centre, le collège.

Le projet de cité scolaire de Pantin devient ainsi une mise en application concrète de cette étude. Perrottet et Kalisz disposent alors, sur le terrain tout en longueur d'environ 18 000 m<sup>2</sup>, les trois bâtiments scolaires et leurs équipements : les logements de fonction pour le personnel administratif et technique, les enseignants et la cuisine-réfectoire pour la primaire et le collège. Ils prennent le parti d'inscrire la maternelle avenue Édouard Vaillant et le collège rue Cartier-Bresson, et situent l'école primaire, les logements et le réfectoire au cœur du terrain, dans sa plus grande largeur.

Pour la maternelle, huit classes sont prévues. Les architectes proposent quatre grands modules regroupant deux classes formant un patio planté, reliés par des passages couverts. Cette disposition crée ainsi plusieurs petites cours de récréation.

L'un des modules abrite également un petit réfectoire obligeant le fractionnement en petits groupes pour les repas et une salle de repos. L'ensemble est complété d'un module salle des fêtes et de deux plus petits, affecté l'un à la direction, l'autre au logement du gardien. Chaque salle de classe est équipée d'un point d'eau et d'un vestiaire commun avec l'autre classe du module. Pour l'école primaire, ils optent pour un bâtiment en longueur doté d'un étage, mais avec une organisation identique à chaque niveau. Les 22 classes sont autonomes, séparées par les vestiaires ou les sanitaires. Placées au centre, les circulations mènent à un espace collectif muni de gradins pour des activités pédagogiques ou extra pédagogiques pour éviter un préau abritant une vingtaine de classes. Salles polyvalentes et de repos sont également prévues. Comme pour la maternelle, le fractionnement des classes en petites unités est favorisé. Le collège accueillant 600 élèves reprend les mêmes principes que l'école primaire. Le réfectoire qui leur est commun est divisé en six salles à manger, là encore pour éviter des lieux à la fois bruyants et fatiguants. Cette mise en commun du collège et du primaire, également à l'œuvre pour les logements de fonction et la chaufferie, permet aux architectes de rester dans les prix limites et d'obtenir l'agrément de l'Administration.



Un des espaces collectifs de l'école primaire, ouverts aux activités extra pédagogiques.

Le mode constructif et ses innovations génèrent, en effet, un surcoût de 20 % à compenser obligatoirement <sup>13</sup>.

Ces choix sont faits par Kalisz et Perrotet en collaboration avec l'entreprise GEEP-Industries, spécialisée dans la construction métallique industrialisée, et sélectionnée par le biais d'un concours « conception-construction ». Très marquée par la personnalité de son patron, Paul Chaslin, cette entreprise se singularise par ses rapports de confiance avec des architectes tels que Guillaume Gillet, Marcel Lods, Jean Prouvé <sup>14</sup>. Chaslin et ses ingénieurs Marco Martucci et Roland Dumontier prennent assez facilement en compte les innovations proposées par Jacques Kalisz, avec l'aide de Miroslav Kostanjevac et Richard Slama.

Soutenus par une structure de poteaux poutres « en Y inversé », apparents en extérieur et peints de couleurs primaires, les modules parés de murs-rideaux en aluminium laqué de blanc et largement vitrés constituent l'unité de base créant les espaces fonctionnels. Le chantier ne débute qu'en 1969 mais s'achève en janvier 1971. Cet ensemble remarqué avant même son ouverture constitue, aujourd'hui encore, un exemple intéressant des efforts d'innovation déployés par le ministère de l'Éducation nationale pour donner libre cours aux nouvelles pédagogies. Une partie des enseignements tirés de cette expérience seront repris par l'Éducation nationale, notamment les salles de repos et le principe de multiplier les cours de récréation.



IFA 186

## La bibliothèque Elsa Triolet Jean Perrottet et Jacques Kalisz, 1972

Parallèlement au centre administratif et au groupe scolaire Édouard Vaillant / Jean Lolive, Jacques Kalisz et Jean Perrottet engagent un autre chantier important dans Pantin : la bibliothèque municipale Elsa Triolet, rue de Paris, actuelle avenue Jean-Lolive. Ce projet de bibliothèque est alors considéré comme la première tranche d'un centre culturel ambitieux qui doit prendre place au cœur du parc Stalingrad. Dès les élections municipales de 1959, Jean Lolive envisage une « Maison de la culture », prévoit « d'améliorer le fonctionnement de la bibliothèque municipale » et de « créer une école municipale de musique ». Dix ans plus tard, le programme a évolué vers une fusion de ces trois projets. L'élargissement de la Nationale 3 condamne l'ancienne bibliothèque municipale tandis que le projet de Maison de la culture est remis en cause par l'engagement moindre du ministère des Affaires culturelles et la multiplication de projets dans toute la France. Jean Perrottet et Jacques Kalisz proposent alors un centre culturel réunissant une bibliothèque, un auditorium de 450 places, une école de dessin, une école de musique, un théâtre de plein-air, un lieu d'exposition et des salles de réunion. L'ensemble, prévu en trois tranches de travaux, suppose un réaménagement complet du parc Stalingrad et des démolitions, notamment celle de la salle des fêtes du 19<sup>e</sup> siècle.

Seule la première tranche est validée par le nouveau maire, Fernand Lainat. Les architectes étudient plus en détail le projet de bibliothèque municipale au cours de l'année 1969 aux côtés des ingénieurs de l'AUA Miroslav Kostanjevac, Pierre Arro et Louis Petrocchi.

La maîtrise d'ouvrage est partagée entre la Municipalité et la Direction des bibliothèques et de la lecture publique, alors encore sous la tutelle de l'Éducation nationale. Le programme est très largement défini par la Direction des bibliothèques qui encadre et suit le projet via son architecte conseil. La bibliothèque s'inscrit ainsi dans un programme type correspondant au nombre d'habitants et à une surface, ici 1600 m<sup>2</sup>.

Kalisz et Perrottet s'inspirent très librement du pavillon autrichien de l'Exposition universelle de Bruxelles de 1958. Ils optent pour une structure mixte associant ossature acier et dalles béton, la couverture liant, elle, bois et métal pour former les paraboloides qui surmontent les modules latéraux. Expérimentaux, ces derniers poseront des problèmes d'infiltration. Volontairement affirmés, les poteaux porteurs en acier encadrent et surmontent l'ensemble de la structure. Laissés apparents, ils sont peints de couleurs vives par Max Soumagnac, la bibliothèque présente ainsi de nombreuses parentés avec la piscine d'Aubervilliers que Kalisz et Perrottet édifient à la fin des années soixante.



AM Pantin 3f114252

La bibliothèque parée des coloris d'origine choisis par Max Soumagnac



**Le secteur jeunesse dans les années soixante-dix.**

La bibliothèque est composée de cinq modules de base identiques formant un plan en H. Elle s'élève sur deux niveaux auxquels s'ajoute un sous-sol pour la chaufferie. Le module central se partage entre logement de fonction, bureaux et espace d'exposition, en rez-de-chaussée et à l'étage. Également hall d'accueil, il donne accès aux quatre autres, distribués latéralement et groupés par deux.

En rez-de-chaussée, ils se répartissent entre espaces techniques (magasins,

atelier, réserves) et espaces publics : une salle d'activité polyvalente, prévue pour des projections cinématographiques, et une discothèque.

À l'étage, se trouvent une salle de lecture et une section pour les enfants, d'une part, et une salle de prêt adultes, de l'autre. Achevée en 1972, la bibliothèque Elsa Triolet ne bénéficiera pas des prolongements prévus par ses auteurs, de même la discothèque et la salle de projection n'entreront pas en fonction. Initiée après la réforme de la lecture publique, la bibliothèque Elsa Triolet fait partie de la première génération de bibliothèques municipales l'appliquant dans sa programmation. Chaque espace correspond à une destination et à un public précis. Œuvrant pour une démocratisation de la culture, cette réforme offre désormais un véritable lieu pour les enfants, enfin considérés comme des lecteurs à part entière et annonce le programme complexe et spécifique de la médiathèque qui apparaît au milieu de la décennie.



**La bibliothèque aujourd'hui avec ses nouveaux coloris.**

## L'AUA et le logement

Si les équipements publics constituent une part importante de l'œuvre de l'AUA au cours des années soixante, les membres de ce collectif souhaitent aussi s'exprimer dans le domaine du logement et plus particulièrement du logement social. Ils en construisent cependant assez peu dans cette période.

La résidence du 188 rue de Paris et de la rue Formagne à Pantin est une des rares réalisations de logements privés de l'AUA de cette décennie. Moins connue que les logements HLM de Vigneux ou que l'ensemble mixte privé / HLM de Bagnolet, la copropriété de Pantin est l'œuvre du duo qui a construit le plus grand nombre de logements dans l'AUA : Paul Chemetov et Jean Deroche.

AM Pantin 43W113-2



**La maquette de la résidence de la rue Formagne, le pôle d'activités s'y distingue bien des logements.**

Selon Paul Chemetov, cette commande leur est parvenue de façon fortuite. Recevant les maîtres d'ouvrage de cet ensemble en tant qu'architecte conseil de la ville, l'architecte accepte leur proposition de le réaliser. Messieurs Vincent Giacomucci et René Chardin avaient probablement le souci de ne pas froisser la commune. En effet, leur projet consiste à substituer à une usine délocalisée dans le cadre de la décentralisation industrielle de la région parisienne, une copropriété, des bureaux et des locaux d'activités.



**Plaquette de présentation du projet en vue de la vente des appartements dont l'achèvement est prévu en 1967.**

En contrepartie des aménagements et équipements nécessaires à cette nouvelle population dans un quartier peu équipé, la municipalité demande qu'une partie de l'opération (22 logements) soit réservée à l'Office HLM de Pantin, comme l'autorise la loi. Les architectes s'emparent de ce programme au cours de l'année 1963. Chemetov et Deroche dessinent sur ce terrain d'environ 9000 m<sup>2</sup>, en longueur et pentu, trois éléments : les locaux d'activités sur la rue de Paris, vastes et compacts, l'immeuble en copropriété rue Formagne, massif et altier, enfin, l'immeuble d'HLM rue Brossolette, modeste et tirant parti de la pente, des passerelles en assurant l'accès. Finalement, les 22 logements de la rue Brossolette ne deviendront pas HLM et les promoteurs rembourseront à la Ville son investissement.

AM Pantin 43W113



**Détail de la façade où se lit le travail sur la texture mené par Chemetov et Deroche.**

AM Pantin 7fi



La fresque de céramique de Paul Foujino orne l'entrée principale de la résidence.

Pour cet ensemble de 154 logements, de 2600 m<sup>2</sup> de locaux d'activité et 1150 m<sup>2</sup> de bureaux, dotés de 316 places de parking en sous-sol, Chemetov et Deroche font appel aux ingénieurs Kostanjevac et Venturelli. Le plasticien Paul Foujino réalise la céramique qui marque l'entrée principale de l'immeuble principal tandis que les paysagistes Jacques Simon et Michel Corajoud agencent les 5000 m<sup>2</sup> d'espaces verts. Des jeux pour enfants sont également prévus et une halte-garderie associative gérée par les résidents, en rez-de-chaussée.

L'importance de cet investissement collectif témoigne à la fois de la qualité et des exigences de l'équipe mais aussi de la vitalité de l'AUA dans cette première période. Le traitement architectural est à la hauteur de l'attention portée à la conception et fait de cet ensemble un « immeuble manifeste ». L'influence brutaliste de Le Corbusier se lit clairement dans le choix des pilotis, comme dans le jeu des textures ou encore le projet de placer la halte-garderie sur le toit terrasse, abandonné à cause des fumées des usines avoisinantes. Pour autant, la mise en œuvre des matériaux, notamment, en fait une création emblématique du style fondateur de l'AUA en matière de logement.

Ainsi, le bois et le verre côtoient deux types de briques, elles-mêmes diversement mises en œuvres et associées au béton brut ou gravillonné, alvéolé ou peint. Cette façade est aussi marquée, sur cour, par des loggias saillantes et par l'irrégularité de la composition parsemée de bacs à fleurs préfabriqués. Le bâtiment est enfin couronné d'un acrotère, supporté par des voiles, qui répond aux pilotis très marqués qui portent l'ensemble. Bien que moins publiée que Vigneux ou Bagnolet, cette réalisation pantinoise est remarquée par la presse spécialisée avant son achèvement<sup>15</sup>. Terminé en 1967, cet ensemble accueille un bureau de poste, sur l'actuelle avenue Jean-Lolive. Les membres de l'AUA ont souvent habité leur réalisation : Jacques Kalisz rue Formagne, Perrotet, Deroche, Steinebach, Fabre, Allégret, Loiseau et Tribel à Bagnolet là où se situe la nouvelle agence de l'AUA.

Cette année 1967 révèle les premières dissensions au sein de l'AUA. Ainsi, pour le concours des Halles, le collectif ne produit pas moins de quatre propositions différentes. La même année, la décentralisation d'une partie de l'AUA à Grenoble pour la conception et la réalisation du quartier de la Villeneuve accentue le phénomène. Les débats mais aussi les tensions de Mai 1968 resserrent temporairement les liens mais ne met pas fin au malaise. Profond, celui-ci s'enracine dans une pratique collective déjà longue au sein d'une structure coopérative dont les règles internes conviennent de moins en moins à des personnalités qui ont de plus des revenus très différents. En 1972, le groupe tente une psychanalyse collective pour mettre fin à des conflits qui dominant désormais la vie de l'atelier. Cette démarche décide le départ et la rupture de Jacques Kalisz mais aussi des ingénieurs de l'AUA, quand d'autres se retirent à Grenoble ou à la campagne.



**L'hôtel Mercure conçu par Jean Perrottet et Valentin Fabre.**

C'est dans ce contexte tendu qu'émerge enfin le dernier gros chantier pantinois : la porte de Paris, aussi dénommé « îlot 27 » en référence au périmètre de la rénovation urbaine délimité par îlot. Jean Perrottet en est l'urbaniste depuis 1962. Les acquisitions foncières ont, comme pour le quartier de l'église, considérablement ralenties l'opération. Devenu Zone d'Aménagement Concerté, l'îlot 27 est par ailleurs un enjeu politique, opposant l'OPHLM de Pantin et la commune. Dominé par une personnalité politique de droite, l'OPHLM échappe au contrôle municipal qui, par conséquent, a peu de prise sur la question pourtant toujours cruciale du logement. En 1967, la ville crée la SEMIP, société d'économie mixte d'aménagement et de construction, pour enfin mener sa propre politique en matière de logement. SEMIP et OPHLM se confrontent sur le chantier de l'îlot 27 accueillant d'autres opérateurs aux préoccupations plus classiques.

Le projet mêle des immeubles de bureaux et d'activités, dont la tour Essor qui domine l'ensemble, des logements dont une partie d'HLM et des équipements publics. Après de longues négociations, OPHLM et SEMIP parviennent à un compromis et leurs architectes respectifs se partagent les chantiers.

Collaborateur attiré de l'Office d'HLM depuis 1950, Denis Honegger obtient ainsi la conception de 292 logements HLM tandis que Jean Perrottet et Valentin Fabre, en conçoivent 122, toujours pour l'OPHLM.

Pour la SEMIP, ils construisent également l'hôtel Mercure et des équipements tels que le centre socio-éducatif, la crèche et la maternelle pour la ville, via la SEMIP. Cette dernière édifie également des logements en copropriété qu'elle confie à Jacques Kalisz, en rupture avec l'AUA. Dernier opérateur important, le Logement français, société anonyme d'HLM, confie à Paul Chemetov, Christian Devillers, Jean Perrottet et Valentin Fabre 291 logements HLM.



**Le centre de loisirs E. Cotton, une réalisation peu satisfaisante pour l'AUA car placée sous la tutelle de Denis Honegger, architecte des logements HLM situés en arrière-plan.**

Engagée plus tard, cette dernière tranche de l'opération, qui s'achève en 1981, ferme l'îlot 27 au sud-ouest et constitue la partie la plus visible de la porte de Paris.

Nés d'un compromis peu satisfaisant entre la Ville, la SEMIP et l'Office, les équipements collectifs conçus par l'AUA s'avèrent peu intéressants car trop contraints par cet accord. Accaparé par ses importants chantiers de Nanterre, Kalisz livre, de son côté, une opération sans réel intérêt, tout comme celle d'Honegger. L'hôtel et les logements construits par Fabre et Perrottet au sein de l'AUA, partiellement modifiés, se révèlent peu marquants, représentatifs de l'AUA sans pour autant s'y distinguer.

AM Pantin 7fi



L'entrée de l'ensemble de logements de l'îlot 27 dont les ronds rappellent celles de la piscine municipale.

C'est de la dernière opération que vient la surprise. Retrouvant une inventivité et une émulation collectives, Chemetov, Devillers, Fabre et Perrottet achèvent en 1981 un ensemble de logements devenu emblématique de l'AUA. L'ensemble abrite duplex et triplex, des espaces verts en cœur d'îlot et intègre des équipements publics en rez-de-chaussée. Mais de cette réalisation collective émerge cependant la personnalité de Paul Chemetov qui opère des choix décisifs dans la conception de l'immeuble<sup>16</sup>.



bureau du patrimoine CG93

Monumentales, les HLM de l'îlot 27 se hissent à l'échelle de la Porte de Pantin et du périphérique.

Il a, en effet, progressivement pris son autonomie au cours de la décennie soixante-dix, sans quitter l'AUA. Menant des travaux historiques tout en poursuivant ses recherches en matière d'industrialisation, Chemetov condense dans l'immeuble de la porte de Pantin ces deux orientations. Il recourt ainsi au modèle de logement Multiplus, un procédé constructif qu'il a mis au point en 1972 et qui lui permet de subvertir la logique des « modèles » en gardant une vraie souplesse de mise en œuvre. Avant même de revendiquer son éclectisme, Paul Chemetov se réfère à l'alignement parisien et à la « ceinture rouge » et renouvelle l'architecture et l'urbanisme propres aux portes de Paris en affichant avec fierté un édifice de brique d'une monumentalité rare, à l'échelle du périphérique et de la Nationale. Souhaitant tout à la fois étouffer visuellement une tour Essor sans qualité et affirmer la force du logement social, Chemetov met en scène la vue offerte par le périphérique sur la banlieue nord-est de Paris. Dans ce bâtiment, massif mais subtil, se lisent aussi de discrètes correspondances avec l'architecture de la piscine de Pantin datant de l'entre-deux-guerres.



Ce début des années quatre-vingt est marqué par une reconnaissance officielle de membres de l'AUA tels que Chemetov, Fabre et Perrottet, mais aussi Henri Ciriani, Christian Devillers ou encore Annie Tribel.

Comme pour l'îlot 27, l'individualité a pris le pas sur le collectif et si l'AUA subsiste, il est très en retrait. Ciriani et Devillers le quittent respectivement en 1982 et 1984. La coopérative est totalement dissoute en mars 1986. Seul Paul Chemetov, régulièrement associé à Borja Huidobro, travaille encore à Pantin et ce jusqu'à très récemment, mais par le biais des concours. Ainsi, le lien entre l'architecte et l' élu s'est transformé. L'AUA n'est plus ; cette disparition n'est pas qu'un essouffement, par ailleurs compréhensible. L'ambition et l'exigence que sous-entendait un tel engagement

correspondent aussi à un contexte urbain bien précis qui évolue profondément au cours des années soixante-dix. Réformée, la profession architecturale subit la crise et la prédominance nouvelle du concours. De leur côté, les édiles de la banlieue parisienne ont définitivement pris leur autonomie et leurs rapports conflictuels avec la capitale et l'État s'apaisent avec la fin d'un certain gaullisme ; les élections municipales de 1977, les présidentielles de 1981 achèvent d'émanciper et de banaliser la banlieue rouge.

Un peu oubliées voir mal-aimées ou sous-estimées, les principales réalisations pantinoises de l'AUA méritent aujourd'hui une réévaluation, un nouveau regard, comparables à ce dont a bénéficié le centre administratif en devenant Centre national de la danse.



© Monthiers

Le centre administratif devenu Centre national de la danse grâce aux soins des architectes Antoinette Robain et Claire Guieysse, mis en lumière par Hervé Audibert.

## NOTES

**1** Bellanger (Emmanuel), Michel (Geneviève), *Pantin, mémoire de ville, mémoires de communaux, XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*, Pantin, 2001, 264 p., pp. 109-113.

**2** Idem, pp. 120-135.

**3** Témoignage de Jean Perrottet, « Genèse d'une architecture », site du Centre national de la danse. Entretien de l'auteur avec Jean Perrottet du 30.11.2005, Michel Steinebach du 8.12.2005, Paul Chemetov des 1<sup>er</sup> et 15.12.2005.

**4** Nogue (Nicolas), « René Sarger, 1917-1988 », AMC, n°156, novembre 2004, pp. 102-108.

**5** Conseil municipal du 17.06.1959, AM Pantin.

**6** Blin (Pascale), *L' AUA : mythes et réalités. L' atelier d' urbanisme et d' architecture, 1960, 1985*, Milan-Paris, Electa Moniteur, 1988.

**7** Cohen (Jean-Louis), « Jean Nicolas », in Maitron (Jean) (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, Paris, Éditions Ouvrières et le CD Rom.

**8** M 010, AM Pantin.

**9** Témoignage de Jean Perrottet, « Genèse d'une architecture », site du Centre national de la Danse.

**10** Kalisz (Jacques), « Pantin. Centre administratif », *Techniques & Architecture*, n°4, mai 1964.

**11** Lucan (Jacques), *Architecture en France 1940-2000*, Paris, Le Moniteur, 2001, 375 p., p. 161.

**12** K 009 AM Pantin.

**13** Perrottet (Jean), note de présentation de la réalisation, janvier 1971, IFA fonds J. Kalisz.

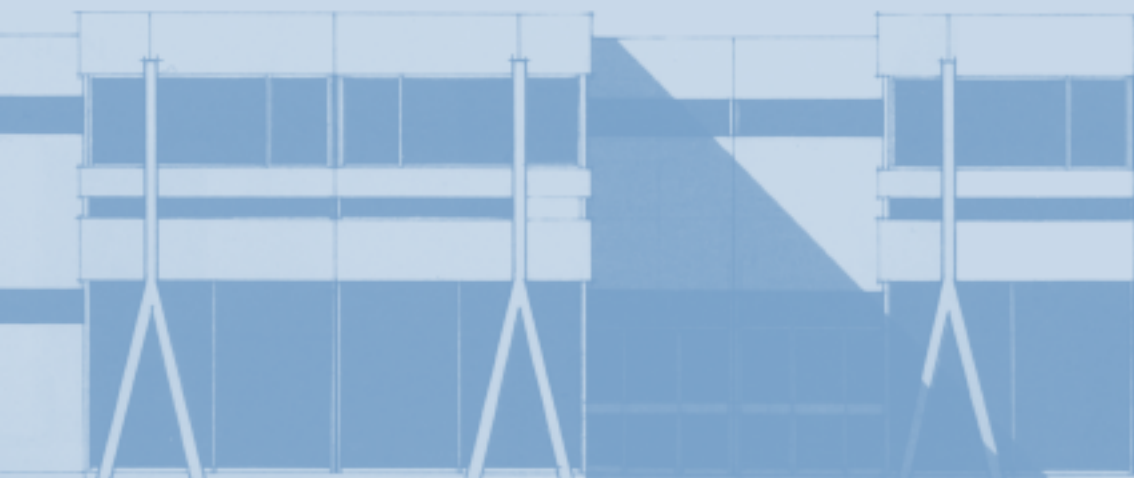
**14** Seitz (Frédéric), « GEEP-Industries, le cœur et la croissance », Monnier (Gérard), Klein (Richard) (dir.), *Les années ZUP. Architectures de la croissance, 1960-1973*, Paris, Picard, 2002, 301 p., pp. 217-232.

**15** *Techniques & Architecture*, n° 4, mars 1966.

**16** Témoignages de J. Perrottet (30.11.05) et de P. Chemetov (15.12.05).



Le centre administratif, un chantier nécessitant pas moins de quatre grues pour un bâtiment de 175 m de long.



## **Parcours d'architecture organisé par le service archives-patrimoine**

Texte de **Benoît Pouvreau**,

*Historien de l'architecture,*

*chargé d'étude au bureau du patrimoine de Seine Saint-Denis*

**prochain rendez-vous**

**14 mai 2006**

L'hygiène et la santé  
dans la ville

**Rémi Rouyer**

*Architecte*

*et maître-assistant*

*à l'École d'architecture*

*de Versailles*

**archives patrimoine**

**84-88 avenue du Général-Leclerc**

**ouvert du lundi au vendredi**

**de 9 h à 12 h 30**

**et de 13 h 30 à 17 h 30**

**sauf le vendredi matin**

**tél 01 49 15 39 99**



Cette publication a été réalisée en partenariat  
avec le Conseil général de la Seine Saint-Denis  
(bureau du patrimoine, service de la culture)